

« LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL N'AIME PAS BRUXELLES »

Didier Gosuin (DéFI), ministre bruxellois de l'Economie, dénonce le temps perdu dans la gestion de la menace terroriste et de son impact négatif pour la ville. Parce que « c'est dans les gènes de cet Etat » de ne pas soutenir sa capitale, assène-t-il.

ENTRETIEN : OLIVIER MOUTON

Malgré l'attentat de Nice, vous avez plaidé pour le maintien des festivités du 21 juillet à Bruxelles. Un enjeu économique ?

Si on avait dû les supprimer, cela aurait été une catastrophe... Je pense que certains se seraient pendus. Le tourisme d'affaires est reparti, mais ce qui bloque encore, c'est le tourisme de loisirs. Les Américains ou les Japonais, très à cheval sur les questions de sécurité, ne sont pas encore revenus. Même si je pense qu'il est plus dangereux de se promener dans une rue des Etats-Unis que dans une ville d'Europe au vu du nombre d'armes de guerre qui circulent là-bas. Mais soit. Le nouveau drame survenu à Nice a un effet négatif sur toute l'Europe. Nous allons relancer une campagne d'image pour Bruxelles, en investissant quatre millions. On en avait déjà lancé une après Paris, mais les attentats du 22 mars en ont ruiné les effets.

Certains voulaient supprimer la Fête nationale ?

Le risque existait. Son maintien montre que le fédéral se rend enfin compte qu'il ne pouvait plus prendre des mesures aussi drastiques que celles décidées en décembre dernier, après les attentats de Paris. On a fermé des écoles, des crèches, des centres commerciaux, des cinémas... Bref, on a surjoué. Cela a eu un effet désastreux pour la ville. Et la réaction a été trop lente. Nous avons alors écrit au fédéral pour lui dire qu'il eût été judicieux de réunir toutes les institutions pour décider d'un plan d'accompagnement. Il a fallu trois rappels et les attentats de Bruxelles pour qu'il le fasse enfin.

L'expression d'un désamour pour Bruxelles, selon vous ?

C'est dans les gènes de cet Etat fédéral de ne pas aimer sa capitale. Il est évident que si cela s'était passé à Anvers, la réaction aurait été tout autre. D'ailleurs, je vous donne un exemple : quand il y a eu le démantèlement de la jungle de Calais, on a tout de suite mis des moyens importants à la frontière française pour que des situations similaires ne se passent pas à Zeebrugge. Parce que cela aurait fait tache à la côte belge s'il y avait eu

des miséreux traînant du côté de La Panne, de Coxyde ou du Zoute. Là, on a été vite parce que deux ou trois bourgmestres ont hurlé. Les zones de police de Bruxelles ont dû envoyer des gens là-bas ! Or, la pression était grande après les attentats de Paris. Je vous assure qu'on n'a jamais été chercher des policiers de Blankenberge ou d'Arlon pour renforcer Bruxelles ! Jamais !

Quand il s'agit de la capitale, on est plus frileux ?

S'ils étaient convaincus de l'importance de Bruxelles, ils y investiraient davantage, on n'aurait pas des retards colossaux dans la construction du RER... On a trouvé l'argent pour faire le Diabolo, une liaison directe pour Zaventem – et je ne dis pas qu'il ne fallait pas le faire... Mais trouver les centaines de millions pour le RER, cela reste la quadrature du cercle.

Par manque de volonté politique ?

Evidemment. Si l'on fait preuve de cynisme, on voit que des zones commerciales hors de Bruxelles ont bien profité de la situation depuis décembre. Quand on dit ça, on nous rétorque que ce sont les Bruxellois qui pleurnichent. Mais les faits sont là ! Quand le bourgmestre de Bruxelles Yvan Mayeur – et Dieu sait si je ne l'aime pas outre mesure... – déclare que cela va craquer dans les zones de police, il a raison. Les types sont sur les genoux ! Certes, il y a eu des renforts dans la lutte contre le radicalisme pour certaines communes, mais cela ne rencontre pas les manquements structurels qui sont les nôtres. Après l'attentat de Nice, le gouvernement fédéral

s'est réuni, mais l'avez-vous entendu demander des renforts pour surveiller la foire du Midi, par exemple ? Rien ! « Débrouillez-vous, mes garçons ! » : c'est à peu près ça le message. S'il y a des problèmes à Bruxelles, ça ne dérange pas l'agenda politique de certains. Et d'autres n'ont pas le courage de dire que ça suffit.

Certains ont posé le constat d'un dysfonctionnement des institutions bruxelloises...

Après les attentats de Paris, la première analyse a été faite à travers le prisme de nos fantasmes belgo-belges, communitaires, anti-Bruxellois. On a montré du doigt la police de Molenbeek, la complexité institutionnelle... La solution ultime était dès lors simple, aux yeux de nos accusateurs : la fusion des zones de police. Or, on a vu par la suite que là où cela a dysfonctionné, c'était dans la transmission interne des informations d'une police à une autre ou au niveau international, ainsi que dans le suivi judiciaire des personnes fichées comme étant radicalisées. Ce gouvernement-ci n'est pas le seul responsable. Depuis dix ou quinze ans, nous n'avons pas pris la juste mesure de ce qui se passait.

On a ignoré la menace ?

C'est un déficit criant de la fonction régaliennne de l'Etat en matière de sécurité, de renseignement et de justice. Il n'y a aucun suivi des phénomènes de radicalisation dans les prisons. Rien n'est fait pour réduire la concurrence entre les polices. Il n'y a pas de service de renseignement européen. On nous promet – pour la troisième fois ! – un fichier unique des personnes qui circulent entre les Etats. Notre outil étatique de lutte contre le radicalisme est en situation de déficit total face à la menace.

« On n'a jamais été chercher des policiers de Blankenberge ou d'Arlon pour renforcer Bruxelles »

Qui ne cesse pourtant de grandir...

Bien entendu ! Dans un premier temps, on a essayé d'asperger de pauvres flics en les noyant sous une responsabilité qui n'était pas la leur ! Certaines missions de sécurité ne pourront jamais être dévolues à des agents de proximité: ce n'est pas leur métier, ils n'ont ni les moyens, ni les formations pour le faire. Ils peuvent repérer des situations, point à la ligne. Et là encore, on constate que lorsque des polices locales transmettaient des informations, ce n'était pas suivi parce que pas pris au sérieux.

La fusion des zones de police ne serait donc qu'un slogan ?

Absolument. Après Paris, on s'est perdu pendant deux mois dans des débats politico-ubuesques et médiocres, de type communautaire, alors que l'on aurait pu ouvrir les yeux et mettre la gomme face à nos manquements. On savait que ces types circulaient allègrement d'un pays à l'autre ! Abdeslam était tantôt en Grèce, tantôt en Hongrie ou à Paris... C'est la responsabilité des Etats belge et français, probablement aussi du déficit européen. S'il n'y avait pas eu les attentats de Bruxelles, peut-être que l'on serait encore dans cette fausse histoire de responsabilités. Il aura fallu une situation à ce point dramatique pour que l'on ouvre les yeux. Et je pense qu'on ne les ouvre pas encore assez. Je ne trouve pas qu'au niveau des gouvernements et de l'Europe, on mette suffisamment la gomme pour éviter des événements nouveaux. Une stratégie claire doit être mise en place. Il faut cesser de se perdre dans les méandres de la petite politique belge. ♦